

Jordi Vaquer expose à Alger les pistes de la nouvelle croissance

Algérie-Espagne : un partenariat plus fort avec «un pays à faire»

Comment réagirait le gouvernement espagnol si une entreprise ou un fonds algérien venait recapitaliser le numéro un de l'immobilier ibérique, terrassé par la crise ? L'Espagne sait ce qu'attendent le Maroc et la Tunisie de l'UE, mais que veut l'Algérie de l'Europe ? Ou encore, le gaz peut-il être un simple produit marchand comme les autres ou est-il un produit stratégique ?

Par
El Kadi Ihsane

C'est à ce type de questions «sur la corde raide» du dialogue qu'a eu droit le petit déjeuner «Le Care-Les Afriques», à l'initiative du cercle d'action et de réflexion sur l'entreprise (CARE), mercredi dernier, dans l'enceinte rutilante de l'École supérieure algérienne des affaires (l'ESAA). Pourquoi l'Espagne ? Parce que l'invité principal du jour, Jordi Vaquer, est une sorte d'éclairer géostratégique que le département de M. Moratinos, le ministre espagnol des Affaires étrangères, ne manque pas d'écouter. Catalan polyglotte – six langues parlées – M. Vaquer est directeur du CIDOB, un centre d'analyse de relations internationales – un Think Tank - basé à Barcelone et dont l'une des missions «est d'alerter le gouvernement sur les déficits d'attention» que pourrait avoir la diplomatie espagnole dans sa vision internationale. Bonne ou mauvaise nouvelle, c'est selon l'angle, l'Algérie figure parmi les «pays-focus» du Cidob. Aux côtés de l'Ukraine par exemple. Des pays qui doivent susciter un peu plus la vigilance de Madrid, mais aussi bien sûr des entreprises espagnoles. D'où le lien avec CARE et le copieux parterre de chefs d'entreprise algériens présent au petit déjeuner.

UNE DÉCENNIE PRODIGIEUSE, UNE CRISE DÉSASTRUEUSE

Au cœur du débat deux conjonctures : l'Espagne est entrée en récession profonde ; l'Espagne prépare sa présidence de l'UE en janvier 2010. Jordi Vaquer a fait de l'une et de l'autre – dans une intervention en français bien sûr – une présentation limpide. «L'Espagne souffre de la crise avec une intensité qui nous surprend tous les jours.» Les prévisions de récession pour 2009 sont sans précédent dans l'histoire du «miracle espagnole» : 1,7%. «Ils restent toutefois moins sombres, en dépit du fait que l'on parle beaucoup de la violence de la crise en Espagne en ce moment, aux 2,8% de récession prévus en Grande-Bretagne ou aux 2,5% en Allemagne». Jordi Vaquer a rapidement traité des causes «endogènes et exogènes» qui ont conduit au «retournement de ce modèle à succès» qu'aura été le modèle espagnole. Non sans avoir d'abord évoqué les réalisations de «la décennie prodigieuse» : 8e constructeur mondial d'automobile, 2e banque européenne avec Banco Santander et surtout un dépassement du revenu moyen italien en 2006. Un miracle dans le miracle : la vitesse à laquelle les grandes entreprises espagnoles sont devenues des acteurs importants à l'international et parfois sur des marchés – Téléphonica en Grande-Bretagne – de très forte concurrence, a marqué les esprits des invités. Les entreprises algériennes – lesquelles ? – peuvent-elles songer un jour à un tel déploiement ? Le modèle avait bien un revers : l'Espagne affichait avec 55 milliards d'euros en 2008, le second déficit commercial le plus important du monde après celui des États-Unis et sa bulle de l'immobilier – soutenu par un accès au crédit très souple – laisse sur le carreau un parc de 1,3 millions d'appartements invendus. Ce sont donc naturellement les réponses de sortie de crises qui feront la chaire du débat du petit déjeuner. L'Espagne va-t-elle se replier sur elle ou examiner, parmi d'autres révisions de son modèle de croissance, une autre insertion à l'internationale qui passerait notamment par un tropisme méditerranéen et Maghrébin plus fort ?

LES PATRONS ESPAGNOLS N'Y PENSENT PAS ENCORE

Jordi Vaquer a une religion toute faite sur la question. «L'Espagne doit réviser sa stratégie d'internationalisation. Les grandes entreprises devront diversifier leurs destinations d'investissement vers les pays encore à faire. Les grands pays européens sont des pays faits» ou les gisements de croissance sont faibles. Mais ce ne sont pas encore là «des idées dominantes dans la tête des grands patrons espagnols», avoue l'analyste espagnol. Il y a



PHOTO : D. R.

encore du travail pour faire émerger la destination Maghreb comme véritable opportunité de croissance pour les entreprises espagnoles. La référence serait de faire des trois pays du Maghreb central en particulier des partenaires forts de la croissance comme l'ont été et le sont en partie encore des pays comme la Pologne, la Roumanie ou la Turquie. Et là, le thème de la crise vient s'articuler avec celui de la présidence espagnole de l'Union européenne en janvier prochain.

LA PRIORITÉ AU MAROC ET À LA TUNISIE AGACE

De grands projets dans les énergies renouvelables sont prévus en Espagne, l'Union pour la Méditerranée a retenu le plan solaire parmi ces cinq projets de lancement, l'Espagne est le troisième marché mondial d'énergie solaire et l'un des leaders mondiaux de fabrication de panneaux solaires Zytec est espagnol. Jordi Vaquer s'est emparé de ce sujet pour répondre à une des questions introduite dans le débat par le président du CARE Nassim Kerdjoudj : n'y a-t-il pas aujourd'hui à la faveur de la crise une opportunité pour retourner les flux d'affaires pour des acteurs économiques algériens qui recapitaliseraient des entreprises espagnoles et leurs apporteraient en Algérie un plan de charge disparu en ce moment en Espagne ? «Le marché du solaire offre une vraie opportunité car la prime du gouvernement espagnol en soutien à des installations solaires est terminée et donc les entreprises du secteur ne vont plus se lancer dans des grands projets» en attendant de nouvelles mesures de soutien sans doute. En réalité la diplomatie espagnole est en quête auprès de ses partenaires de la rive sud méditerranéenne pour poser la question «que voulez-vous voir traiter durant la présidence espagnole» une opportunité qui s'ouvre entre deux présidences nord européennes, très loin de la méditerranée : «Le Maroc insiste sur le statut avancé, la Tunisie prépare des demandes, l'Algérie n'a pas encore exprimé quelque chose.» C'est l'intervention en contre point de Abdelaziz Rahabi

ancien ministre, ancien ambassadeur en Espagne notamment et en Amérique latine et fin connaisseur du monde hispanique, qui donnera toute la mesure des difficultés qui attendent l'Algérie pour émerger comme une destination phare pour les investisseurs espagnols. «Je fais partie de l'équipe qui a dit à l'accord d'association en 1995. Nous savions qu'il allait y avoir un effet décalé sur les investissements. Vous ouvrez, vous êtes inondés par les produits concurrentiels vos filières industrielles les plus exposées sont massacrées. Pourquoi voulez-vous après que les investisseurs viennent?»

C'est ce qui s'est produit après. «L'équipe aux affaires depuis 2000 voulait signer au plus vite un accord en pensant que cela rétablirait l'Algérie à sa place dans les relations internationales». Abdelaziz Rahabi a ensuite illustré d'une série d'anecdotes, l'incapacité du partenaire espagnol à transiter l'Algérie comme le partenaire commercial important qu'il est : «Dans les années 1990, l'Espagne avait décidé de consolider la Tunisie et le Maroc pour les protéger de l'instabilité algérienne. Pourquoi ne pas aider le malade directement». Il a ajouté qu'aujourd'hui «le risque majeur dans la région s'appelle le Sahel, une zone grise qui est entraîné de se développer au sud et qui menace de faire de l'Algérie le Pakistan de la région. Qui va t'on encore consolider ?» Le débat a montré que l'Algérie «entrepreneuriale» était largement sortie du face à face historique avec la France, mais qu'il existait une césure générationnelle qui faisait que la négociation avec la rive nord méditerranéenne «se poursuit encore plus sur le terrain des principes que sur celui des intérêts à cause du romantisme de ma génération», a épilogué M. Rahabi. Faut-il attendre que la nouvelle génération algérienne – laquelle ? – «qui raisonne plus dans la norme des intérêts» arrive aux affaires pour que se développe un partenariat fort entre les deux rives, en particulier entre l'Algérie et l'Espagne ? Jordi Vaquer estimait qu'il n'y a pas lieu d'attendre et qu'il faut lancer les «nouvelles idées» maintenant. Maintenant que la crise est là. E. K. I.